



**Rentrée
2011**

**Mobilisés pour
la réussite scolaire
pour tous !**

La rentrée scolaire est le moment de faire le point sur la situation de l'éducation nationale et sur l'avenir de nos enfants.

Depuis 2002 et plus encore depuis 2007,

l'école de la République est fragilisée un peu plus chaque année.

Pour cette rentrée, 16 000 postes d'enseignants ont été supprimés au niveau national, dont 8 967 dans les écoles maternelles et primaires.

Pour nos seules écoles communales, c'est 61 postes qui ont disparu dans le département.

Pourtant, dans le même temps, 60 000 élèves supplémentaires sont accueillis nationalement dont 1 200 dans les Bouches-du-Rhône.

A ce stade, nous considérons que l'école publique est en véritable danger !

**Elus
et collectivités locales**

engagés contre

LA CASSE DE L'ÉCOLE !

Notre ambition

Sortir des orientations actuelles et mettre en place les mesures qui permettent une école de la réussite pour tous.

- Créer un fonds de lutte contre les inégalités
- Mettre en place un plan de recrutement massif d'enseignants qualifiés
- Consacrer 7% du PIB aux dépenses d'éducation
- Face à la hausse du coût de la scolarité, garantir une vraie gratuité de l'école en France

**AU NIVEAU NATIONAL
COMME AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL**

Les suppressions de postes et fermetures de classe mettent à mal la qualité du système éducatif. L'ensemble des orientations gouvernementales, à commencer par la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux, conduisent à une dégradation générale des conditions d'études, mais aussi des conditions de travail des enseignants.

En limitant l'accès à la maternelle dès 2 ans dans la plupart des écoles, le ministre de l'Éducation nationale ne reconnaît pas l'importance de la scolarisation des jeunes enfants, prépare le terrain à une suppression progressive de l'école maternelle et un transfert des dépenses vers les communes.

- **Réduire les inégalités scolaires et sociales passe pourtant d'abord par une école maternelle accessible dès 2 ans !**
- **Supprimer les moyens consacrés aux zones d'éducation prioritaire, les postes d'assistants dans les écoles maternelles, les auxiliaires de vie scolaire, ou encore les Réseaux d'aide et de soutien aux élèves en difficulté, rend insupportable le discours hypocrite sur «l'égalité des chances».**



LES ASPECTS LOCAUX

A Septèmes, si nous n'avons pas cette année à déplorer de fermeture de classe, c'est avant tout grâce au dynamisme démographique mesuré qui caractérise la commune depuis plusieurs années.

Par contre, alors que la charge administrative pesant sur les directrices et directeurs d'écoles ne cesse de s'alourdir et de se complexifier, les employés de vie scolaire (EVS) affectés à l'aide administrative à la Direction ont été pûrement et simplement supprimés.

Ces personnels embauchés en contrat précaire, à temps partiel et limité dans le temps, dont le dévouement allait bien au-delà de ce que leur salaire imposait ont disparu, ce qui témoigne d'un profond mépris à leur égard et à celui des directions d'école.

La situation des directeurs est aujourd'hui encore plus difficile et les relations harmonieuses des établissements avec les familles est menacé du fait des difficultés accrues pour prendre en compte les situations particulières des élèves ayant besoin de rendez-vous extérieurs médicaux ou paramédicaux, pour ne citer que ce seul exemple.

Septèmes n'échappe pas non plus aux attaques dont sont l'objet les Réseaux d'aide et de soutien aux élèves en difficulté (RASED).

Sur les 40 postes supprimés dans les Bouches-du-Rhône, notre commune est concernée par un demi poste, ce qui remet en cause profondément le travail qui était effectué sur l'ensemble des groupes scolaires. Cela pénalise scandaleusement les élèves les plus fragiles.

Mobilisés pour la réussite scolaire pour tous !

Nous entendons mener ce combat de façon déterminée, dans les mobilisations et dans notre travail d'élus au quotidien. Nous sommes aux côtés de la communauté éducative et des parents d'élèves pour la défense de l'école.

Le mardi 27 septembre, rassemblons nous et participons aux actions proposées par les organisations syndicales d'enseignants et de personnels, ainsi que par les fédérations de parents d'élèves.

L'ÉDUCATION N'EST PAS UNE MARCHANDISE

La concurrence libre et non faussée chère à l'Europe libérale refusée par une majorité de Français en 2005 ne doit pas concerner l'école, tout comme la santé, la culture, l'eau, l'énergie, pour ne citer que les exemples indiscutables !

● Nous refusons de laisser s'accroître cette concurrence et les inégalités entre les établissements.

● Nous défendons le droit pour tous les jeunes d'accéder dans la proximité à une formation de qualité et choisie avec eux.

Les collectivités locales (communes, conseils régionaux et généraux, ...) sont impliquées dans le bon fonctionnement du système scolaire, ainsi que dans l'aménagement du territoire indispensable pour créer les bonnes conditions d'accès de tous à l'éducation et à la formation.

Elles pèsent de tout leur poids aux côtés de la communauté éducative pour que l'Etat assume ses missions, afin d'assurer une égalité pédagogique partout. Dans un contexte où les réformes territoriales conduisent à des baisses considérables de moyens et de financements, le désengagement de l'Etat contribue à renforcer les inégalités.

● **Le caractère national du service public de l'éducation, et sa continuité sur tout le territoire, doivent être réaffirmés.**

